

Déclaration conjointe de MM. François Hollande, Président de la République, et Alexis Tsipras, Premier ministre grec, sur les relations franco-grecques et sur la Grèce dans la Zone euro, à Paris le 4 février 2015.

LE PRÉSIDENT : J'ai accueilli avec beaucoup de plaisir M. TSIPRAS, le nouveau Premier ministre grec, ici à Paris. C'était la première fois. Je pense que nous aurons l'occasion de nous retrouver souvent ici, parce que les relations entre nos deux pays sont anciennes et profondes, parce qu'il y a une amitié entre la Grèce et la France, parce que nous avons des valeurs communes, la démocratie, la liberté et également l'engagement européen. Nous avons également des objectifs qui sont les mêmes pour l'Europe : faire qu'elle soit plus solidaire, qu'elle soit plus politique et qu'elle soit également plus tournée vers la croissance.

Le gouvernement grec qui vient d'être constitué aura à connaître l'épreuve parlementaire dans les prochains jours. Il arrive dans un contexte où l'Europe a pris des décisions importantes, notamment pour soutenir la croissance, avec le plan Juncker, avec les décisions de la Banque centrale européenne, avec la flexibilité dans l'application du pacte de stabilité. Néanmoins, si je puis dire, la question grecque est posée régulièrement depuis quatre ans. Quatre ans ! Il est temps de trouver une solution de long terme pour la Grèce dans l'Europe. C'est ce dont nous avons parlé, M. TSIPRAS et moi-même.

D'abord, il y a deux principes. Je les ai posés dès l'élection du nouveau gouvernement et sa formation. Le premier principe, c'est celui de la solidarité. Nous sommes dans la même zone monétaire, nous avons donc les mêmes intérêts, les mêmes objectifs et les mêmes obligations. Le second principe, c'est celui de la responsabilité. Nous sommes responsables d'une monnaie. Cette monnaie n'appartient pas à un pays, elle appartient à l'ensemble de la zone euro. Des efforts doivent donc être faits, par les uns et par les autres, pour que cette monnaie ait la stabilité nécessaire pour être respectée. C'est le cas aujourd'hui.

Nous avons aussi le mot « respect » qui nous vient spontanément à la bouche. Respect d'abord du vote du peuple grec : un vote clair et fort qui a sûrement voulu signifier que l'austérité comme seule perspective et comme seule réalité n'était plus supportable. Mais il y a aussi le respect des règles européennes qui s'imposent à tous, à la France aussi et ce n'est pas toujours simple. Et puis il y a le respect des engagements qui ont été pris, notamment par rapport à des dettes qui concernent aujourd'hui les Etats. Nous devons tenir compte de tous ces éléments-là pour définir une méthode et des objectifs.

La méthode, c'est le dialogue. La Grèce, par la voix du Premier ministre, a rappelé à chaque fois, autant qu'il était nécessaire, son ancrage européen, sa volonté de rester dans la zone euro parce que c'est sa place, et également sa détermination à donner à l'Europe la cohésion qui est aussi nécessaire. Le dialogue doit donc avoir lieu, le dialogue entre la Grèce et les partenaires européens et internationaux. Ce dialogue doit se renforcer, sûrement £ mais il doit s'établir dans la transparence, la sérénité et la volonté de déboucher sur un accord.

Cela, c'est l'objectif : trouver un accord, c'est-à-dire un dispositif de moyen et de long termes, au-delà de ce que nous devons faire à court terme, c'est-à-dire de définir un cadre économique, financier, contractuel entre l'Europe et la Grèce. A ce sujet, la France a dit sa disponibilité. Elle l'a déjà montrée dans les jours qui viennent de s'écouler.

Mais entre la Grèce et la France, il n'y a pas que des obligations qui tiennent à notre présence

mais entre la Grèce et la France, il n'y a pas que des engagements qui viennent à notre présence dans la zone euro £ il y a une relation qui est une relation de confiance. Nous avons d'ailleurs rappelé au Premier ministre TSIPRAS que nous étions, dans le cadre d'une coopération bilatérale, tout à fait disposés à apporter notre expérience, notre expertise sur un certain nombre de réformes que la Grèce veut engager, notamment la réforme fiscale dont chacun sait, ici, que nous sommes des spécialistes ! De l'administration fiscale, de l'organisation de l'administration, de la réforme de l'Etat, nous avons appris des autres. Nous pouvons aussi donner notre propre expérience.

Nous avons également appelé les entreprises françaises et elles le font à investir en Grèce, parce qu'il y a des opportunités. C'est l'occasion de créer de l'emploi et de la croissance, c'est bénéfique pour nos deux pays. Nous avons également à utiliser toute les disponibilités du plan Juncker. Sur des projets liés à l'environnement (la France va bientôt recevoir la Conférence sur le climat), à l'énergie, aux transports, nous pouvons travailler ensemble Grèce et France. Enfin, je terminerai là, entre la France et la Grèce, il y a une amitié je l'évoquais, il y a une conception commune de la culture, du savoir, de la connaissance. Nous devons donc aussi travailler dans cette direction, multiplier les accords entre centres universitaires et centres de recherche et les accords sur le plan culturel.

La culture grecque a considérablement influencé toute l'Europe et la culture française a également cette vocation. La France et la Grèce pensent que la culture est un facteur de progrès, de développement et même de croissance. C'est donc sur ces fondements-là que nous avons décidé d'établir notre relation entre la France et la Grèce et entre le Premier ministre grec et le Président français. Merci.

PREMIER MINISTRE GREC : Je suis vraiment heureux de me trouver aujourd'hui dans le pays qui a repris le relais de la démocratie de la Grèce, et qui, avec la Révolution française, avait déterminé les valeurs de la République moderne, de la démocratie moderne.

Je suis également très heureux de me trouver dans le pays de l'héritage culturel des Lumières, dans une Europe qui se trouve dans une situation pas très logique d'un point de vue économique. Dans ce moment crucial, nous devons travailler ensemble et unir nos forces. La République française est un vrai facteur de stabilisation et de stabilité en Europe. Je crois que la stabilité de l'Union européenne présuppose aujourd'hui un changement de politique nécessaire, un tournant déterminé vers la croissance.

Nous avons besoin aujourd'hui d'un nouvel accord pour l'Europe. Nous avons besoin d'un nouvel accord pour le retour à la croissance, pour le renforcement de l'emploi et de la cohésion sociale. Dans cet effort, nous avons surtout besoin de la France qui doit jouer un rôle prépondérant, un rôle de garant dans cette Europe unie. La France doit jouer un rôle de protagoniste pour ce changement de politique.

Mon pays, le 25 janvier, a courageusement pris la décision de tourner la page. Le nouveau gouvernement a reçu un mandat clair pour que le pays puisse retourner vers la cohésion sociale et la croissance. Le nouveau gouvernement de salut national, de salut social, a décidé de trouver les termes d'un nouvel accord. Nous avons un programme qui peut être réaliste, qui peut être appliqué, avec nos partenaires européens. Nous voulons dialoguer. Nous ne sommes pas une menace pour l'Europe. Le changement politique en Grèce peut être une occasion pour l'Europe. L'Europe est notre maison commune et nous devons tous travailler en respectant les règles européennes, la cohabitation européenne, mais en même temps en respectant tous les pays qui doivent travailler sur un pied d'égalité dans l'Union européenne et dans la zone Euro. Il n'y a pas des propriétaires et des locataires, nous sommes tous dans un mode de cohabitation.

Nous devons travailler très dur pour notre avenir européen commun. Hier et aujourd'hui lors de mes contacts avec des chefs de pays de l'Union européenne et avec des personnalités des institutions européennes, j'ai présenté nos propositions réalistes, qui peuvent amener à un résultat viable. Cet accord donnerait plus de temps et un peu de souffle à la Grèce et à son nouveau gouvernement, qui doit vraiment procéder à des réformes nécessaires, à des changements et des réformes auxquels nous ne sommes pas tenus et obligés. Nous devons les faire pour que notre pays devienne crédible et pour revenir à la justice sociale.

Le peuple grec a beaucoup souffert ces dernières années et a fait beaucoup de sacrifices, mais certains n'ont pas contribué à l'addition. Nous devons donc continuer nos efforts pour combattre l'évasion fiscale, la fraude fiscale pour revenir à un Etat qui ne soit plus un Etat clientéliste. Nous devons en même temps surmonter la crise et les grands dégâts que cette crise a créés. Nous voulons donc proposer de façon réaliste des solutions qui pourront être mutuellement acceptables aussi sur le problème crucial de la dette. La dette doit devenir viable. C'est quelque chose dont nous devons discuter, l'avenir européen, notre avenir commun. Nous devons arrêter de nous trouver dans cette crise qui s'autoalimente.

Je suis persuadé que nos partenaires veulent nous écouter et je suis persuadé également que nous pouvons tous travailler ensemble pour surmonter la crise en Grèce et en même temps aider l'Europe également à surmonter la crise. Je vous remercie.